

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Bourges, le 17 OCT. 2018

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES A LA PREFETE**  
**Dossier de demande d'autorisation environnementale**  
**Société Parc Eolien de Bornay 2**  
**Commune de Chéry**

## 1. OBJET DE LA DEMANDE

Par lettre déposée en Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher le 26 avril 2017, Monsieur Erick GAY, agissant en qualité de gérant de la société PARC EOLIEN DE BORNAY 2, a sollicité une autorisation environnementale pour le parc éolien de Bornay 2, implanté sur le territoire de la commune de Chéry.

Cette demande porte sur la réalisation d'un parc éolien composé de :

- 5 aérogénérateurs pour lesquels le pétitionnaire se laisse le choix entre trois modèles :
  - VESTAS V110, d'une puissance unitaire de 2 MW, présentant une hauteur de mât, nacelle comprise, de 98,4 m et un diamètre de rotor de 110 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 150 m maximum ;
  - NORDEX N117, d'une puissance unitaire de 2,4 MW, présentant une hauteur de mât, nacelle comprise, de 95 m et un diamètre de rotor de 117 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 149,5 m maximum ;
  - GAMESA G114, d'une puissance unitaire de 2,5 MW, présentant une hauteur de mât, nacelle comprise, de 95 m et un diamètre de rotor de 114 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 150 m maximum ;
- 1 poste de livraison électrique.

Le parc éolien, d'une puissance totale de 10 à 12,5 MW (selon le modèle d'aérogénérateur retenu), permettra la production annuelle estimée d'environ 22 GWh, équivalente à la consommation électrique annuelle (hors chauffage) de 6 110 foyers. Sous réserve de l'accord d'ENEDIS et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé *via* une liaison enterrée au poste source Indre Nord de Paudy situé à environ 15 kilomètres du projet. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

À cet effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé le 26 avril 2017 et complété le 13 mars 2018.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen préalable,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique.

### 1.1. Note de présentation non technique

Conformément à l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique ci-jointe produite par le pétitionnaire, décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La puissance électrique totale du parc étant inférieure au seuil de 50 MW fixé par l'article R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

### 1.2. Maîtrise d'urbanisation

La commune de Chéry ne disposant d'aucun document d'urbanisme, l'occupation du sol est régie par le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Le projet se situe dans un secteur où les constructions nécessaires à des équipements collectifs, telles que les éoliennes, sont autorisées.

## 2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation. Ainsi, le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale détaille l'ensemble des mesures de maîtrise des impacts et des risques engendrés par l'installation sur les enjeux identifiés.

Avant de présenter les prescriptions supplémentaires proposées, le présent rapport de synthèse s'attarde sur les deux principaux enjeux du projet :

- la préservation des eaux souterraines ;
- la préservation des paysages et du patrimoine.

### 2.1. Préservation des eaux souterraines

Dans un premier avis émis le 22 mai 2017 dans le cadre de l'examen préalable de la demande déposée le 26 avril 2017, la Délégation Départementale du Cher de l'Agence Régionale de Santé (ARS) émet un avis réservé sur le projet. Elle mentionne que le projet éolien de Bornay 2 est situé à proximité du captage du Luard utilisé pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par la commune de Massay. L'ARS précise que le dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau pour la consommation humaine et de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage est en cours d'élaboration par la commune de Massay.

L'ARS reproche que le dossier ne fasse nullement mention de la présence de ce captage (qui avait été pourtant signalée au porteur de projet par courrier du 9 mai 2016) et n'étudie donc pas la compatibilité du projet avec le captage.

Ces éléments ont été repris dans la demande de compléments qui a été adressée au pétitionnaire par courrier du 6 juin 2017.

Après réception le 13 mars 2018 de la version complétée du dossier, l'ARS a émis un second avis le 26 mars 2018. L'ARS précise que le projet se situe en limite extérieure (à environ 100 mètres) du périmètre de protection éloignée du captage. Elle reproche que l'étude d'impact s'abstient de toute approche hydrogéologique et n'étudie toujours pas la compatibilité du projet avec la présence du captage du Luard. L'ARS émet en conséquence un avis défavorable.

Dans l'avis émis le 11 mai 2018, la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale recommande « qu'une étude hydrogéologique soit présentée afin de pouvoir conclure quant à la compatibilité du projet avec la préservation du captage d'alimentation en eau potable du Luard ».

Le pétitionnaire a produit en juin 2018 un mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale auquel est annexé une étude hydrogéologique établie par la société EGEH. Le rapport, daté de juin 2018, fait référence à une visite de terrain effectuée par EGEH le 15 mai 2018. L'étude conduit à un niveau de risque nul lié aux éoliennes du parc de Bornay 2 en considérant que les machines sont implantées en dehors de l'aire d'alimentation du captage. Plusieurs mesures visant à réduire le risque de pollution de la ressource sont toutefois proposées.

Cette étude a été communiquée à l'ARS qui a émis un troisième avis le 13 juillet 2018.

L'ARS indique que le pétitionnaire s'est abstenu d'affiner localement les données piézométriques pour déterminer avec précision la situation de son projet à l'intérieur ou à l'extérieur du bassin d'alimentation du captage.

L'ARS propose en conséquence de fixer des prescriptions relatives à la réduction du risque de contamination des eaux souterraines en phase de construction :

- le stockage d'hydrocarbures et d'autres fluides, les opérations d'entretien et de réparation des engins et de nettoyage des toupies ayant contenu du béton devront être réalisés sur une aire la plus éloignée possible de la limite du périmètre de protection éloignée du captage ;
- le stockage de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau devra être réalisé sur rétention ;
- le coulage du béton devra être effectué dès la fin de la réalisation des fouilles ;
- des kits anti-pollution devront être disponibles sur le chantier ;
- une procédure d'alerte et d'intervention en cas de déversement accidentel de fluide susceptible d'altérer la qualité de l'eau devra être mise en place.

## **2.2. Préservation des paysages et du patrimoine**

Dans l'avis émis par courriel du 27 mars 2018, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) du Cher considère que le projet de Bornay 2 porte atteinte à l'abbaye classée au titre des monuments historiques (MH) de Saint-Martin de Massay, aux châteaux (MH inscrits) de Chevilly et d'Autry à Méreau ainsi qu'au site inscrit de Lury-sur-Amon. L'UDAP du Cher émet en conséquence un avis défavorable.

Dans l'avis émis le 15 mars 2018, l'UDAP de l'Indre considère que le projet porte atteinte au château de la Ferté (MH classé) et au château de l'Ormeteau (MH inscrit). Elle souligne également la situation de saturation visuelle et d'encerclement des deux communes de Reuilly et de Saint-Pierre-de-Jards.

L'UDAP de l'Indre émet en conséquence un avis défavorable.

En ce qui concerne le patrimoine historique, le pétitionnaire a produit des photographies et des photomontages pour étudier l'impact de son projet, notamment sur les édifices mentionnés par les UDAP du Cher et de l'Indre.

L'étude d'impact constate des covisibilités ou des visibilités depuis ces monuments pour lesquels l'impact est jugé négligeable à faible par le pétitionnaire en raison de la présence de bâti, d'écrans végétaux et/ou de la distance d'éloignement.

Quant au risque de saturation visuelle, le pétitionnaire a réalisé une analyse cartographique autour de six villages et trois hameaux proches du projet, dont les villages de Reuilly et de Saint-Pierre-de-Jards.

Le pétitionnaire constate que, pour ces deux villages, les indices théoriques calculés (sans prise en compte du bâti, des boisements et de la topographie) dépassent, avant prise en compte du projet de Bornay 2, les seuils d'alerte du risque de saturation visuelle.

Pour ce qui concerne le village de Reuilly, seul l'indice d'occupation des horizons (qui correspond à la somme des angles de l'horizon interceptés par des parcs éoliens dans un rayon de 10 kilomètres depuis un point de vue pris comme centre) est augmenté de 9° du fait du projet de Bornay 2. Afin d'étudier plus finement le risque de saturation visuelle, le pétitionnaire a produit des photomontages pris depuis les sorties et entrées de village par les routes départementales (RD) n°23, 27 et 28. L'impact est jugé faible, sauf depuis la sortie nord-ouest par la RD 28 où il est jugé modéré car le projet vient interrompre l'espace de respiration entre deux parcs existants (la Ferme Eolienne de Chéry et la Ferme Eolienne de Massay 2).

Quant au village de Saint-Pierre-de-Jards, le projet de Bornay 2 contribue à augmenter l'indice d'occupation des horizons de 11°. Le pétitionnaire a produit deux photomontages depuis les entrées et sorties par la RD 28 où l'impact est jugé faible du fait de l'insertion des éoliennes dans le paysage.

## **2.3 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté**

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par les arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés. Ces prescriptions s'appliquent de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société PARC EOLIEN DE BORNAY 2.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. A cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par la commission d'enquête et les services de l'Etat consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements

particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions suivantes relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances :

- Articles I-3 et II-1 – Les coordonnées Lambert des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant :
  - le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
  - la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article II-4.1 – Les dispositions techniques associées à la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article II-4.2 – Les mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères notamment la période des travaux, la mise en œuvre de plans de bridage des machines et les études environnementales après réception du parc ;
- Article II-4.3 – Les dispositions techniques permettant de garantir la préservation de la ressource en eaux, pendant les phases critiques des chantiers de construction / déconstruction et de maintenance de l'installation ;
- Article II-4.4 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc ;
- Article II-6 – La synchronisation du balisage des aérogénérateurs du parc ;
- Article II-8 – L'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien et le démantèlement des installations.

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public ou formulées par la commission d'enquête et les services de l'Etat :

- Article II-4.3 – Les dispositions techniques complémentaires proposées par l'ARS permettant de garantir la préservation de la ressource en eau alimentant le captage du Luard ;
- Article II-5 – L'implantation des équipements de lutte contre l'incendie sollicités par le SDIS.

L'inspection des installations classées propose également les prescriptions suivantes :

- Article II-4.2 – décaler la période où il convient d'éviter de débiter les travaux du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet inclus (au lieu de la période de mi-mars à mi-juillet proposée par le pétitionnaire) ;
  - Interdire la réalisation des travaux de déboisement de la chênale située à proximité de l'éolienne E6 entre mars et août inclus ;
  - moduler comme suit les critères retenus pour appliquer le plan de bridage des machines en période d'activité des chiroptères : du 15 avril au 31 juillet, en cas de vent inférieur à 6 m/s, de précipitations inférieures à 0,2 mm/h et une température supérieure à 10°, pendant les 3 premières heures après le coucher du soleil ; du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre, en cas de vent inférieur à 6 m/s, de précipitations inférieures à 0,2 mm/h et une température supérieure à 10°, dès le coucher du soleil et sur la nuit entière.
  - mener le suivi environnemental conformément aux modalités prévues par le protocole de suivi environnemental révisé en 2018, notamment en termes de suivi de l'activité et de la mortalité des chiroptères en vue de vérifier l'efficacité du plan de bridage.

### 3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire,

Considérant :

- qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
- que la commune de Chéry fait partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 – « Champagne Berrichonne et Bolschaut Méridional » du Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional Climat Air Energie de la région Centre approuvé par arrêté du 28 juin 2012 ;
- que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;

- que les prescriptions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'Etat, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

Au vu des éléments fournis par la société PARC EOLIEN DE BORNAY 2 dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société PARC EOLIEN DE BORNAY 2 sur le territoire de la commune de Chéry.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète du Cher d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société PARC EOLIEN DE BORNAY 2, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages et pour un dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'inspecteur des installations classées,

**Signé**

Vu et transmis avec avis conforme  
À Madame la Préfète du Cher  
Pour le Directeur et par délégation,

**Signé**

**PJ :**

Plan  
Projet d'arrêté préfectoral  
Fiche récapitulative  
Note de présentation non technique  
Conclusions de la commission d'enquête

Documents tenus à la disposition des membres de la CDNPS auprès de la DREAL :

Avis rendus suite aux consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement  
Avis de l'autorité environnementale  
Avis rendus suite aux consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement

Copies à  
DREAL/JD18

